

CADRE LOGIQUE DU HOTSPOT DES FORETS GUINÉENNES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST 2016 -2021

Objectif	Cible	Moyens de vérification	Hypothèses importantes
<p>Impliquer la société civile dans la conservation de la biodiversité menacée à l'échelle mondiale grâce à des investissements ciblés ayant un impact maximal sur les priorités de conservation les plus élevées.</p>	<p>Au moins 60 communautés locales sont dotées de moyens leur permettant de participer à la gestion durable des sites prioritaires et /ou de consolider la connectivité écologique au niveau des paysages.</p> <p>Au moins 20 Zones Clés pour la Biodiversité ciblées par les subventions du CEPF bénéficient d'une protection et d'une gestion nouvelles ou renforcées.</p> <p>Au moins 100 000 hectares dans les paysages de production sont gérés pour la conservation ou pour une utilisation durable de la biodiversité.</p> <p>Les politiques publiques et/ou les pratiques du secteur privé dans au moins 6 corridors de conservation intègrent des dispositions relatives à la conservation de la biodiversité.</p> <p>Les populations d'au moins 30 espèces menacées à l'échelle mondiale et ciblées par les subventions du CEPF sont stables ou en hausse.</p> <p>Au moins 15 réseaux sont formés entre les acteurs de la société civile, des gouvernements et du secteur privé, afin de faciliter le renforcement des capacités, éviter la duplication des efforts et maximiser l'impact.</p> <p>Au moins 50 organisations de la société civile, dont 10 groupes de Peuples Autochtones, de femmes et/ou de jeunes, présentent des améliorations dans leurs capacités d'organisation.</p> <p>Les stratégies d'investissement d'au moins 2 autres bailleurs de fonds actifs dans les forêts guinéennes intègrent les priorités géographiques et/ou thématiques du profil d'écosystème.</p>	<p>Rapport de performance des bénéficiaires de subventions et de l'équipe régionale de mise en œuvre.</p> <p>Rapports annuels d'évaluation du portefeuille de projets.</p> <p>Rapports d'évaluation à mi-parcours et finale du portefeuille de projets.</p> <p>Outil de suivi des aires protégées (SP1 METT).</p> <p>Liste rouge de l'UICN des espèces menacées.</p> <p>Outil de suivi des capacités organisationnelles de la société civile.</p> <p>Stratégies et rapports d'autres bailleurs de fonds.</p>	<p>Le profil d'écosystème du CEPF oriente et coordonne efficacement les mesures de conservation dans le Hotspot des Forêts Guinéennes.</p> <p>L'intérêt des parties prenantes demeure stable ou augmente en ce qui concerne le travail en partenariat avec les organisations de la société civile pour atteindre les objectifs de conservation.</p> <p>Les investissements faits par d'autres bailleurs de fonds appuyent des activités complémentaires qui réduisent les menaces pesant sur les corridors, les sites et les espèces prioritaires, et améliorent le contexte dans lequel la société civile mène ses activités.</p> <p>Les cadres réglementaire et institutionnel pour la conservation et l'implication de la société civile restent stables ou s'améliorent au fil du temps.</p> <p>L'instabilité politique, les urgences de santé publique ou d'autres crises n'empêchent pas la mise en œuvre des initiatives de conservation et les activités des</p>

Résultats intermédiaires	Indicateurs intermédiaires	Moyens de vérification	Hypothèses importantes
<p>Résultat n°1 Les communautés locales sont dotées de moyens leur permettant de participer à la gestion durable de 40 sites prioritaires et de consolider la connectivité écologique au niveau des paysages.</p> <p>3 000 000 \$</p>	<p>Au moins 15 plans d'utilisation des terres locaux élaborés et mis en œuvre pour faciliter la bonne gouvernance dans la gestion des réserves et des concessions communautaires et privées.</p> <p>Au moins 10 communautés locales et autochtones sont formées pour initier et défendre des réformes foncières et forestières en rapport avec la gestion des réserves et des concessions communautaires et privées.</p> <p>Au moins 10 plans de gestion participative qui soutiennent la collaboration entre les parties prenantes pour la gestion des aires protégées sont élaborés et mis en œuvre.</p> <p>Au moins 30 communautés locales ciblées par les activités de création d'emplois et de moyens de subsistance durables ou par les mécanismes de partage des avantages montrent des bénéfices concrets pour leur bien-être.</p>	<p>Plans officiels d'utilisation des terres.</p> <p>Rapports d'évaluation des besoins avant et après les activités de formation.</p> <p>Plans de gestion participative approuvés.</p> <p>Rapports de suivi du bien-être humain.</p> <p>Rapports de performance des bénéficiaires de subventions et de l'équipe régionale de mise en œuvre.</p> <p>Rapports de mission de supervision du Secrétariat.</p>	<p>organisations de la société civile.</p> <p>Les communautés locales désirent jouer un rôle actif dans la conservation des sites.</p> <p>Les gouvernements locaux sont réceptifs à la participation des communautés autochtones à la réforme et à la mise en œuvre des politiques liées à la gestion des terres et des ressources naturelles.</p> <p>Les politiques gouvernementales continuent à prévoir la gestion participative des aires protégées.</p> <p>Des protocoles appropriés et rentables pour le suivi des impacts sur le bien-être humain peuvent être élaborés.</p>
<p>Résultat n°2 La conservation de la biodiversité est intégrée dans les politiques publiques et les pratiques du secteur privé dans les neuf corridors de conservation à l'échelle locale,</p>	<p>Au moins 5 politiques de gouvernements nationaux en matière de conservation sont déterminées et influencées par la recherche, l'analyse et les programmes de sensibilisation soutenus par des subventions du CEPF.</p> <p>Les informations pertinentes au niveau local ayant trait aux écosystèmes naturels sont générées pour au moins 20 Zones clés pour la biodiversité et utilisées pour influencer les décisions politiques et économiques en faveur de leur conservation.</p> <p>Au moins 20 partenariats sont formés ou renforcés entre société civile, gouvernement, secteur privé et communautés pour promouvoir les meilleures pratiques, dans l'exploitation minière,</p>	<p>Politiques des gouvernements nationaux en matière de conservation.</p> <p>Rapports sur les valeurs des écosystèmes naturels.</p> <p>Accords de partenariat.</p> <p>Stratégies de développement durable</p>	<p>Les gouvernements et les sociétés restent engagés pour les objectifs de développement durable.</p> <p>Les gouvernements créent un espace permettant la participation de la société civile dans les processus de réforme politique.</p> <p>La prise de décision économique peut être influencée par les arguments sur les valeurs des écosystèmes naturels.</p>

<p>infra-nationale et nationale.</p> <p>2 000 000 \$</p>	<p>la sylviculture durable et l'agriculture par les sociétés privées.</p> <p>Au moins 5 sociétés privées adoptent de nouvelles pratiques de gestion compatibles avec la conservation de la biodiversité lors des opérations dans les corridors de conservation.</p>	<p>des entreprises, les rapports annuels et les médias.</p> <p>Rapports de performance des bénéficiaires de subventions et de l'équipe régionale de mise en œuvre.</p> <p>Rapports de mission de supervision du Secrétariat.</p>	<p>Au sein de la société civile, des capacités suffisantes existent ou peuvent être renforcées pour entreprendre l'intégration de la biodiversité.</p>
Résultats intermédiaires	Indicateurs intermédiaires	Moyens de vérification	Hypothèses importantes
<p>Résultat n°3</p> <p>Les espèces prioritaires menacées à l'échelle mondiale sont protégées par l'identification et la lutte contre les principales menaces, et en comblant les lacunes en matière d'information.</p> <p>1 200 000 \$</p>	<p>Les actions prioritaires identifiées dans les plans d'action pour la conservation sont mises en œuvre pour au moins 15 espèces en danger critique ou menacées d'extinction.</p> <p>L'inventaire des Zones clés pour la biodiversité dans le hotspot est mis à jour pour combler les lacunes de connaissances essentielles, particulièrement en ce qui concerne la sous-région des forêts de la Basse Guinée, et les écosystèmes d'eau douce.</p> <p>Le statut mondial de conservation d'au moins 100 espèces de groupes taxonomiques mal évalués est mis à jour ou évalué pour la première fois sur la Liste rouge de l'UICN.</p>	<p>Base de données mondiales sur les oiseaux et la biodiversité.</p> <p>Liste rouge de l'UICN des espèces menacées.</p> <p>Rapports de performance des bénéficiaires de subventions et de l'équipe régionale de mise en œuvre.</p> <p>Rapports de mission de supervision du Secrétariat.</p>	<p>Au sein de la société civile, des capacités suffisantes existent ou peuvent être renforcées pour concevoir et mettre en œuvre des mesures de conservation des espèces.</p> <p>Les principales causes du déclin des populations d'espèces spécifiques relèvent des mesures de conservation et peuvent être traitées pendant la durée de l'investissement.</p> <p>Les organisations et individus détenant des données sur les espèces et les sites sont désireux de les partager.</p>

Résultats intermédiaires	Indicateurs intermédiaires	Moyens de vérification	Hypothèses importantes
<p>Résultat n°4 Les capacités des organisations de la société civile, y compris des groupes de Peuples Autochtones, de femmes et de jeunes sont renforcées pour conserver et gérer la biodiversité d'une importance mondiale.</p> <p>1 300 000 \$</p>	<p>Au moins 50 organisations de la société civile, dont au moins 10 organisations de Peuples Autochtones, présentent des capacités renforcées en matière de gestion financière, institutionnelle, et de projets, de gouvernance organisationnelle, et de mobilisation de fonds.</p> <p>Au moins 20 organisations, associations et réseaux de conservation et de développement dirigés par des femmes sont mis en place et renforcés pour favoriser l'égalité des sexes dans la gestion des ressources naturelles et le partage des avantages.</p> <p>Au moins 20 organisations de la société civile font preuve de capacités renforcées en matière de communication de façon à contribuer à l'accomplissement de leur mission.</p>	<p>Rapports d'évaluation des besoins avant et après les activités de formation.</p> <p>Outil de suivi des capacités organisationnelles de la société civile.</p> <p>Rapport de performance des bénéficiaires de subventions et de l'équipe régionale de mise en œuvre.</p> <p>Rapports de mission de supervision du Secrétariat.</p>	<p>Les acteurs de la société civile sont capables de travailler en étroite collaboration pour faire face aux problèmes de conservation.</p> <p>Le contexte dans lequel la société civile mène ses activités demeure constant ou s'améliore à travers le hotspot.</p> <p>Les capacités limitées des organisations de la société civile peuvent être comblées par des formations, des mentorats et d'autres activités appropriées pour un appui via des subventions.</p> <p>Les organisations de la société civile sont capables de retenir le personnel formé qui bénéficie des opportunités de renforcement des capacités.</p>

Résultats intermédiaires	Indicateurs intermédiaires	Moyens de vérification	Hypothèses importantes
<p>Résultat n°5 Une équipe régionale de mise en œuvre assure le leadership stratégique et une coordination efficace des investissements de conservation du CEPF dans le Hotspot des Forêts Guinéennes.</p> <p>1 500 000 \$</p>	<p>Au moins 60 organisations de la société civile, dont au moins 30 ONG locales et autochtones, participent activement aux actions de conservation guidées par le profil d'écosystème.</p> <p>Au moins 85 pour cent des ONG locales bénéficiant des subventions sont plus aptes à concevoir et à mettre en œuvre les actions de conservation.</p> <p>Au moins 5 organisations de la société civile bénéficiant de l'appui du CEPF sécurisent des financements complémentaires pour promouvoir la durabilité de leurs subventions du CEPF.</p> <p>Des financements d'au moins 1 million de dollars américains sont mobilisés auprès d'autres bailleurs de fonds en faveur des priorités définies dans le profil d'écosystème.</p> <p>Au moins 2 évaluations participatives sont réalisées et documentées.</p>	<p>Outil de suivi des capacités organisationnelles de la société civile.</p> <p>Rapports d'évaluation à mi-parcours et finale du portefeuille de projets.</p> <p>Rapports de performance des bénéficiaires de subventions et de l'équipe régionale de mise en œuvre.</p> <p>Rapports de mission de supervision du Secrétariat.</p> <p>Stratégies et rapports d'autres bailleurs.</p>	<p>Des organisations aux qualifications appropriées feront acte de candidature pour servir d'équipe régionale de mise en œuvre conformément aux termes de référence et au profil d'écosystème approuvés.</p> <p>Les appels à propositions recueilleront des propositions appropriées faisant avancer les objectifs du profil d'écosystème.</p> <p>Les organisations de la société civile collaborent entre elles, avec d'autres bailleurs, des organismes publics, et des acteurs du secteur privé dans un programme de conservation régional coordonné conformément au profil d'écosystème.</p>
Récapitulatif du financement	Montant		
Budget total	9 000 000 \$		